FRÈRES MUSULMANS ALGÉRIENS

Le FJD absorbe Ennahda et El Binaa

Majlis échoura (Conseil consultatif) du Front de la justice et du développement de Saâd Abdallah Djaballah a validé, hier, la fusion avec Ennahda et El Binaa.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Dans le communiqué diffusé hier au terme des travaux du Conseil consultatif du Front de la justice et du développement (FJD), la direction du parti a appelé sa base militante à consentir les efforts et les sacrifices nécessaires pour la réussite du projet de fusion avec Ennahda et El Binaa. Ennahda, qui a ainsi fusionné avec le parti de son leader historique, adhère à la démarche d'unification d'un mouvement qui a éclaté au fil du temps, donnant lieu à cinq structures. En effet, la fusion d'Ennahda et El Binaa avec le FJD redonne au mouvement et à son leader historique Djaballah une importante force de frappe électorale puisqu'il ne reste en dehors de la configuration projetée par Djaballah pour recoller les morceaux de son appareil que Djahid Younsi et Djamel Benabdeslam.

Le premier constitue désormais une somme négligeable au sein du mouvement puisqu'il ne lui reste presque que le sigle El Islah, nom du parti fondé par Djaballah après l'éclatement d'Ennahda.

Le gros de ses cadres, et à leur tête Mohamed Boulahia, a rallié le FJD avant qu'il ne fusionne avec Ennahda. Le FJD a même dû élargir son Conseil consultatif et la composante de certaines de ses structures locales pour accueillir les revenants.

Le second, qui a créé un parti qui s'appelle Front de l'Algérie nouvelle (FAN) où on ne trouve pas que des islamistes, n'a pas été invité à revenir à la maison.

Bref, le Conseil consultatif du FJD s'est félicité de cette décision de fusion avec Ennahda et El Binaa que les rédacteurs du communiqué ont qualifiée d'historique et qui devrait baliser le terrain à l'union pour les parties prenantes.

Il convient, enfin, de noter que le communiqué ne précise pas le cadre qui devrait organiser la participation de ces partis lors des élections municipales et législatives d'avril mais les partis fusionnés, dit-on, présenteront des listes électorales communes.

L. H.

Photo : Samir Sid

Abdellah Djaballah, SG du FJD.

LA DÉCISION A ÉTÉ ENTÉRINÉE OFFICIELLEMENT

Le Front du changement fusionne avec le MSP

Désormais le MSP et le Front du changement ne feront qu'un. Après le MSP, vendredi, c'est le Front du changement qui a entériné hier la décision du projet de la fusion des deux partis. Avant sa totale disparition, en mai prochain lors d'un congrès d'intégration pour sceller officiellement cette union, le Front du changement participera aux prochaines élections législatives avec le MSP avec des listes communes.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Retour au bercail pour Abdelmadjid Menasra. Le président du Front du changement retourne chez sa maison mère, le Mouvement pour la paix (MSP).

La décision de l'intégration du parti au sein du MSP a été entérinée officiellement hier par le conseil consultatif du Front du changement.

Abdelmadjid Menasra a expliqué en marge des travaux du conseil qu'un congrès national d'intégration sera organisé en mai prochain. En attendant, et en prévision des prochaines élections, les deux partis, le MSP et le Front du changement, participeront avec des listes communes. A terme, et lors du congrès du mois de mai prochain, le Front du changement aura disparu et ne fera qu'un seul parti avec le MSP, a annoncé son actuel président qui a précisé qu'il ne s'agit pas d'une coalition conjoncturelle ou d'un recours forcé.

Le projet d'une fusion, a-t-il expliqué, n'est pas récent, mais le fruit d'un travail qui a commencé depuis le mois de mars 2013. Il aura fallu 44 mois de discussions entre les deux parties pour arriver à la concrétisation de ce projet.

Pour Menasra c'est une nouvelle étape qui commence. Un nouveau champ sur la scène politique algérienne qui n'est pas né pour s'attaquer à un quelconque parti politique. Pour l'intervenant c'est simplement les enfants de la même école politique qui s'unissent.

De son côté, le président du conseil consultatif du MSP qui a pris part aux travaux du conseil du Front du changement a indiqué que le conseil consultatif du MSP réuni vendredi dernier lors d'une session exceptionnelle, a entériné à sa majorité la décision d'intégration.

Par ailleurs, Abdelmadjid Menasra a prononcé un discours au profit des prochaines législatives. Un rendez-vous qu'il qualifie d'une chance pour le pouvoir en place pour mettre fin au chaos et les menaces de perturbations en l'appelant à libérer les élections de la fraude en organisant des élections transparentes pour réconcilier le citoyen avec les bureaux de vote.

C'est aussi, poursuit-il, une chance pour l'opposition d'exposer son programme et pour le peuple pour s'exprimer librement pour instaurer le changement.

S. A.

LÉGISLATIVES D'AVRIL PROCHAIN

El-Islah plaide pour un consensus politique national

La seule formation politique issue de la mouvance dite «islamiste» à ne pas s'inscrire dans un enjeu d'alliance, le parti El-Islah que dirige M. Filali a lancé un appel au premier responsable de la Haute Instance indépendante de surveillance des élections (HIISE), pour que cette dernière soit «à la hauteur de la confiance et des aspirations fondées sur elle» lors des prochaines échéances électorales.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Lors d'une rencontre organisée au siège de son parti à Alger sur les enjeux des prochaines échéances électorales, le parti El Islah a souhaité, par la voix de son premier responsable, que le HIISE soit «à la hauteur de la confiance et des aspirations fondées sur elle lors des prochaines élections législatives».

Il dira également : «Nous attendons des membres de cette instance qu'ils introduisent une nouvelle manière de traiter avec les élections et qu'ils œuvrent à rendre confiance aux larges catégories de la population pour les encourager à accomplir leur devoir électoral», tout en plaidant pour un «consensus politique national soutenu par une large base populaire pour renforcer le front interne et le dialogue entre tous les acteurs politiques pour relever les défis et prendre en charge les revendications sociales».

Ainsi, pour le mouvement El-Islah, les prochaines échéances électorales sont à même de constituer «une entente nationale, voire une étape pour la consolidation des institutions de l'Etat et l'ouverture d'un large dialogue social pour examiner toutes les préoccupations». M. Filali Ghouini a plaidé pour «la participation de tous les acteurs de la vie politique et sociale», en citant en exemple «l'urgence de l'implication de tous les syndicats autonomes dans la tripartite prévue en mars prochain», ajoutant que cette rencontre est à rejeter ou encore «elle perd de sa représentativité en l'absence des véritables partenaires».

Par ailleurs, le conférencier a tenu à saluer les «larges catégories de la population qui ont refusé d'adhérer aux appels anonymes visant la destruction des biens», ajoutant que les Algériens «ont tiré les leçons des évènements passés et ont acquis une expérience qui leur permet de se prémunir contre les dangers qui les guettent et guettent leur pays».

A. B.

NORDINE AÏT HAMOUDA :

Lettre à ceux qui nous gouvernent

Après bien des sacrifices de ses militants, des dénégations de ses adversaires, sinon une hostilité toujours présente qui remonte du tréfonds de l'aliénation identitaire, la langue amazighe est finalement reconnue sur sa terre natale, sa terre de toujours. Elle est désormais officielle. Ce n'est pas rien ! Et il faut prendre cette avancée à sa juste mesure symbolique et politique.

Ceux qui ont combattu le fait amazigh, au nom d'une construction politique archaïque ou d'un communautarisme régressif, sont toujours embusqués, prêts à dégainer. Les deux visions ont fait plonger le Moyen-Orient dans l'instabilité et la violence extrême. Il faut sauver notre région en tournant le dos à cette expérience. Et, de ce point de vue, la citoyenneté en construction doit prendre le contre-pied de l'ethnicisme.

Cependant, des obstacles multiples demeurent pour l'application de cette reconnaissance étatique du fait amazigh.

Il incombe, par conséquent, à l'Etat et à celui qui l'incarne en premier lieu, de donner les moyens du développement à la langue amazighe qui appartient historiquement, culturellement et anthropologiquement à l'aire maghrébine, donc à l'Algérie et à l'ensemble de son peuple sans exception.

Quand on parle de nation, quoi de plus symbolique que la carte nationale d'identité ! Pourquoi alors l'administration n'a pas pensé, ou pire, n'a pas voulu introduire tamazight dans ce document capital, contrairement à ce qu'on pouvait espérer avec la constitutionnalisation graduelle depuis 1996 du fait amazigh ?

Pourquoi Yennayer, fête du Nouvel An amazigh, patrimoine célébré populairement dans toute l'Algérie profonde et tout l'espace nord-africain, n'a pas son statut de jour férié et de fête nationale officielle ?

Il existe comme un parfum de reniement des engagements énoncés tout en biaisant sur le lien entre nationalité et citoyenneté. Problème crucial qui a traversé et modelé l'espace algérien durant la période coloniale pour créer une fiction juridique basée sur la négation de la nation et la privation de la citoyenneté.

L'absence de tamazight sur la CNI et la négation de Yennayer sont deux indicateurs visibles de ces atermoiements rédhibitoires, de cette négation de la citoyenneté et de cette absence d'égalité de traitement qui est au cœur de la philosophie du projet démocratique.

Il appartient au chef de l'Etat, gardien de la Constitution, garant de la continuité de l'Etat et incarnation de l'unité nationale, de remédier à cette anomalie et, plus encore, d'édicter les décrets d'application pour l'entrée effective de tamazight dans l'officialisation effective. Il y va de la crédibilité des engagements de l'Etat et du futur de la Nation.

Il revient aux militants de la démocratie et du progrès le droit et le devoir de continuer le combat pour la réalisation pratique de cette revendication qui réconciliera les Algériens avec leur histoire, leur identité et leur personnalité.

Tamazight est une profession de foi pour juger de l'engagement démocratique des uns et des autres. Elle est inaliénable. Ur tettnuz, ur trehen.

Le chemin est encore escarpé mais rien ne résistera à la raison et à la vérité.

Aussi nous exigeons une carte nationale d'identité conforme à la réalité sociologique et fidèle au contenu constitutionnel, et que Yennayer, patrimoine ancestral de tout l'espace nord-africain, soit décrété jour férié célébrant le Nouvel An amazigh.

Yennayer ammeggaz à tout le peuple algérien et à tous les Amazighs.

Tassaft le 5 janvier 2016

Nordine Aït Hamouda, président de la Fondation Colonel Amirouche